89ème Année **REPUBLIQUE DU NIGER** 20 octobre 2022

JOURNAL OFFICIEL

paraissant le 1er et le 15 de chaque mois

ABONNEMENTS

NIGER	1 an -	25.000 FCFA
	6 mois -	12.500 FCFA
ETRANGER	1 an -	38.000 FCFA
	6 mois -	19.000 FCFA

VENTE AU NUMERO

	Année courante	Année antérieure
NIGER	1.000 FCFA	1.500 FCFA
ETRANGER	1.500 FCFA	2.000 FCFA

MODALITES DE PAIEMENT

Les abonnements ou réabonnements et les annonces sont payables d'avance.

Tout règlement s'effectue exclusivement par mandat postal ou chèque bancaire.

Pour tout règlement en espèces, une quittance sera fournie. Exigez votre quittance.

INSERTION

Trois mille (3.000) francs CFA la ligne.
Un minimum de perception de 30.000 FCFA. par annonce sera appliqué pour les insertions.
Adresser les correspondances, textes à insérer, demandes de renseignements à :

JOURNAL OFFICIEL
DE LA REPUBLIQUE DU NIGER
B.P. 116 NIAMEY
Téléphone : **20.72.39.30 / 20.72.20.59**
20.20.32.55

SPECIAL N° 22

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Exposé des motifs de la loi portant 1ère rectification de la loi n° 2021-50 du 20 décembre 2021, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2022..... 1776

Loi n° 2022-36 du 11 octobre 2022 portant première rectification de la loi n°2021-50 du 20 décembre 2021, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2022..... 1779

PARTIE OFFICIELLE

EXPOSÉ DES MOTIFS DE LA LOI PORTANT 1ÈRE RECTIFICATION DE LA LOI N° 2021-50 DU 20 DECEMBRE 2021, PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2022

Le budget général de l'État, au titre de l'année 2022, consacré par la loi n° 2021-50 du 20 décembre 2021, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2022, a été arrêté initialement en recettes et en dépenses à un montant de 2.908,59 milliards.

L'exécution du budget 2022 coïncide avec le début de la mise en œuvre du Programme de renaissance acte III du Président de la République Son Excellence Bazoum Mohamed et intervient dans un contexte caractérisé par une campagne agricole 2021 déficitaire, un renchérissement des prix des produits alimentaires de première nécessité dû aux conséquences de la guerre en Ukraine et une situation sécuritaire sous régionale encore préoccupante, rendant ainsi nécessaire une révision de la loi de finances initiale.

Cette révision opérée en conformité avec les dispositions de l'article 47 de la loi n°2012-09 du 29 mars 2012 portant loi organique relative aux lois de finances, porte ainsi le montant du budget général de l'État, en recettes et en dépenses, à 3 127,42 milliards, soit une hausse de 218,83 milliards.

Le présent exposé des motifs rappelle le contexte d'élaboration du budget de l'État de l'exercice 2022 et l'évolution récente de la conjoncture économique, avant de mettre en exergue les modifications apportées à la loi de finances initiale.

I. RAPPEL DU CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET 2022

Pour rappel, le budget 2022 a été élaboré sur la base des orientations du Programme de renaissance acte III, des priorités et des choix stratégiques définis par le Gouvernement, notamment dans le Plan de développement économique et social (PDES) 2017-2021 et le Programme économique et financier (PEF) 2021-2024 conclu avec le Fonds monétaire international (FMI).

Pour l'année 2022, la politique budgétaire est orientée de manière spécifique sur la mise en œuvre des actions de relance et de transformation de l'économie dans un contexte international, régional et national marqué par la persistance des menaces sécuritaires, la pandémie de la Covid-19, l'érosion des prix des matières premières et les aléas climatiques.

Les principaux défis concerneront la maîtrise et l'amélioration de la qualité des dépenses publiques ainsi que la mobilisation des ressources internes.

La politique de financement restera essentiellement ancrée, d'une part sur le recours à un endettement prudent axé sur les ressources concessionnelles et, d'autre part, sur les partenariats public-privé de type BOOT. Par ailleurs, le Gouvernement s'attachera au développement du secteur privé à travers l'amélioration du climat des affaires et le renforcement du capital humain ainsi que la réduction des coûts des facteurs de production, transport et énergie notamment.

Sur la base des hypothèses initiales, le taux de croissance réel du PIB s'établirait à 7,0% en 2022, 7,5% en 2023 et 12,8% en 2024, soit une moyenne de 9,1% sur la période 2022-2024 contre 1,3% en 2021. Cette croissance reflèterait principalement l'orientation favorable de l'activité dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

L'inflation serait maintenue, en moyenne annuelle à 2,3%, en dessous de la limite maximale de 3,0% fixée par l'UEMOA.

II. EVOLUTION RECENTE DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE

L'évolution de la conjoncture économique est appréciée à travers l'analyse du secteur réel de l'économie, la situation des finances publiques ainsi que le niveau d'exécution du budget général de l'État à fin juin 2022.

2.1 Croissance et inflation

Le cadre macroéconomique s'est sensiblement détérioré en 2021, l'activité économique connaîtrait une décélération en rapport avec la forte baisse de la production agricole. Le taux de croissance se situerait à 1,3% après une hausse de 3,6% en 2020 et 5,9% en 2019. Cette contreperformance est essentiellement imputable au secteur primaire, les secteurs secondaire et tertiaire ayant connu une bonne orientation. En effet, le secteur primaire enregistrerait une baisse de 8,3% en 2021 contre une hausse de 7,7% en 2020 à cause des résultats déficitaires de la campagne agricole 2021 qui indiqueraient une baisse de 13,7% de la production agricole après une hausse de 9,5% en 2020. La production céréalière s'est particulièrement repliée de 37,2%. Les principales causes de cette baisse sont : (i) l'arrêt précoce de la pluviométrie dans plusieurs régions du pays, (ii) la mauvaise répartition de la pluviométrie dans l'espace et dans le temps, (iii) les attaques des ennemis de cultures et (iv) l'insécurité dans certaines zones ayant poussé les paysans à abandonner leurs cultures.

L'activité économique s'est aussi déroulée dans un contexte de hausse générale des prix avec un taux de 3,8% en moyenne annuelle en 2021, en dépit des mesures de soutien prises par le Gouvernement pour atténuer ce phénomène.

2.2 Évolution récente des finances publiques

Les finances publiques se sont globalement bien tenues, en dépit de la persistance des chocs. Le déficit budgétaire (dons compris) s'est dégradé pour se situer à 5,9% du PIB, contre 5,4% du PIB en 2020 et en deçà du seuil de 6.6% initialement projeté. La mobilisation des appuis budgétaires à hauteur de 484,7 milliards (159,0 milliards de subvention et 102,4 milliards de prêts) a contribué à atténuer la pression sur les dépenses. Les recettes totales cash mobilisées s'élèvent à 853,6 milliards à fin décembre 2021 contre 762,1 milliards en 2019 et 846,4 milliards en 2020.

2.3 Situation provisoire d'exécution du budget à fin juin 2022

Au cours du premier semestre 2022, les recettes du budget général de l'État ont été recouvrées à hauteur de 1.192,67 milliards pour des prévisions annuelles de 2.908,59 milliards, soit un taux de réalisation de 41,01%.

Le tableau ci-dessous présente le niveau de réalisation desdites recettes, par grandes masses.

Tableau n°1 : Situation d'exécution des ressources du budget général à fin juin 2022 (en milliards de francs CFA)

Article/catégorie	Libellé	Prévisions LFI 2022 *(en mds de FCFA)*	Réalisations à fin Juin 2022 *(en mds de FCFA)*	Taux de réalisation
1- Ressources extérieures				
12	Dons et legs dont	635,86	195,53	30,75%
	Aide projets	435,33	195,53	44,92%
	Aides budgétaires	200,53	0	0,00%
14	Obligations du Trésor	350,00	280,22	80,06%
15	Tirages sur emprunts projets	429,55	93,87	21,85%
16	Emprunts programmes	131,33	0	0,00%
Total ressources extérieures		**1 546,73**	**569,62**	**36,83%**
2 - Ressources internes				
70	Vente des produits et services	8,28	2,14	25,85%
71	Recettes fiscales	1 304,79	589,62	45,19%
72	Recettes non fiscales	30,13	18,01	59,77%
75	Recettes exceptionnelles	18,42	12,65	68,68%
77	Produits financiers	0,23	0,63	273,91%
Total ressources internes		1 361,86	623,05	45,75%
Total général		**2 908,59**	**1 192,67**	**41,01%**

S'agissant des dépenses du budget général, elles ont été exécutées à hauteur de 1.074,35 milliards de francs CFA pour des prévisions annuelles de 2.908,59 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 36,94%.

Tableau n° 2 : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2022 (en milliards de francs CFA)

Libellé	LFI 2022	Consommés	Taux de Consommation
Dette publique	424,46	152,55	35,94%
Dépenses de personnel	334,10	169,11	50,62%
Achat de biens et services	162,35	74,96	46,17%
Subvention et transferts courants	369,33	243,43	65,91%
Investissements exécutés par l'État	1 618,36	434,30	26,84%
Projets financements ANR	*435,33*	*195,53*	44,92%
Projets financements Emprunts	*429,55*	*93,87*	21,85%
Financement Trésor	*753,47*	*144,9*	19,23%
Total général	**2 908,59**	**1 074,35**	**36,94%**

III. MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI DE FINANCES INITIALE 2022

Les modifications proposées au titre du présent collectif portent sur des ouvertures additionnelles de recettes ainsi que des ouvertures et annulations de crédits.

3.1 Évaluation des recettes du budget général

Les aménagements opérés reflètent la prise en compte des recettes nouvelles d'un montant net total de 215,19 milliards constituées de :

* ressources internes : 36,00 milliards de recettes exceptionnelles ;

* ressources externes : de 179,19 milliards composés de 50 milliards d'emprunts obligataires, de 151,75 milliards d'emprunts budgétaires et de –18,93 milliards provenant de la baisse de l'enveloppe globale des aides budgétaires et de 3,63 milliards provenant des partenaires du Fonds commun du secteur éducation.

En effet, conformément à la nouvelle stratégie d'octroi de fonds IDA de la Banque mondiale, le montant de l'aide budgétaire de 68,75 milliards a été reclassé en prêt budgétaire. Les autres appuis proviennent des aides budgétaires de l'Union européenne pour 2,62 milliards, de l'Agence française de développement pour 6,95 milliards et des Programmes axés sur le résultat (PGRC, Projet Gold) de la Banque mondiale pour un montant de 36,62 milliards.

Tableau 3 : Évolution des prévisions des recettes entre la 1ère loi de finances rectificative 2022 et la loi de finances initiale 2022 (en milliards de francs CFA)

Nature des recettes	LFI 2022	LFR1-2022	Variation	
			Montant	%
12. Dons projets et legs	635,85	616,93	-18,93	-2,98%
14. Emprunts obligataires	350,00	400,00	50,00	14,29%
15. Emprunts projets	429,55	429,55	0,00	0,00%
16. Emprunts budgétaires	131,33	283,08	151,75	115,55%
70. Ventes de produits et services	8,28	8,28	0,00	0,00%
71. Recettes fiscales	1 304,79	1 304,79	0,00	0,00%
72. Recettes non fiscales	30,67	30,67	0,00	0,00%
75. Recettes exceptionnelles	17,88	53,88	36,00	201,37%
77. Produits financiers	0,23	0,23	0,00	0,00%
Total	**2 908,59**	**3 127,42**	**218,83**	**7,52%**

3.2 Évaluation des charges du budget général

Les propositions de modifications des dépenses portent sur un montant de 218,83 milliards, résultant des inscriptions de crédits additionnels de 287,57 milliards et des annulations de crédits de 48,16 milliards. Les crédits additionnels sont répartis par catégories de dépenses, comme suit :

* *charges de personnel* : une baisse de 1,87 milliard suite au changement de catégorie des pécules des contractuels du Ministère chargé de l'enseignement technique, codifiés initialement à la catégorie 2 au lieu de la catégorie 4 ;

* *fonctionnement courant* : une augmentation de crédits de 3,05 milliard pour prendre en charge les dépenses de certains ministères et institutions ;

* *subventions et transferts courants* : des crédits supplémentaires de 45,34 milliards, consacrés essentiellement aux transferts aux ménages, à la prise en charge des œuvres universitaires et aux actions de relèvement, de stabilisation et de consolidation de la paix ;

* *Investissements exécutés par l'État :* 172,30 milliards affectés à la sécurité, à la reconstitution du stock de réserve de sécurité alimentaire, à la prise en charge de la participation du Niger au projet de construction du Pipeline extérieur, aux projets routiers, et aux autres dépenses spécifiques.

Tableau 4 : Évolution des prévisions des dépenses entre la 1ère loi de finances rectificative 2022 et la loi de finances initiale 2022 (en milliards de francs CFA)

Libellés	LFI 2022	LFR-1 2022	Var.	%
1. Dette publique	424,46	424,46	0,00	0,00%
2. Dépenses de Personnel	334,10	332,23	-1,87	-0,56%
3. Biens et Services	162,35	165,40	3,05	1,88%
4. Transferts et subventions	369,33	414,67	45,34	12,28%
5. Investissements	1 618,36	1 790,65	172,30	10,65%
Investissements sur ressources propres	753,48	925,78	172,30	22,87%
Investissements PIE Trésor	*455,46*	*490,44*	*34,98*	7,68%
Investissements Administratifs	*298,02*	*435,33*	*137,32*	46,08%
Investissements extérieurs	864,88	864,88	0,00	0,00%
ANR	*435,33*	*435,33*	0,00	0,00%
Emprunt	*429,55*	*429,55*	0,00	0,00%
TOTAL DES DEPENSES	**2 908,59**	**3 127,42**	**218,83**	**7,52%**

Ainsi, le budget général de l'État 2022, après cette première rectification, passe d'un montant de 2.908,59 milliards à 3.127,42 milliards, soit une augmentation de 218,83 milliards, correspondant à 7,52%.

Tels sont les motifs justifiant le présent projet de loi, portant première loi de finances rectificative au titre de l'année budgétaire 2022.

Le Ministre des finances

Dr Amat Jidoud

LOIS

Loi n° 2022-36 du 11 octobre 2022 portant première rectification de la loi n°2021-50 du 20 décembre 2021, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2022

Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;

Vu la loi n° 2012-09 du 26 mars 2012 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi n°2021-50 du 20 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année budgétaire 2022 ;

Le Conseil des Ministres entendu,

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER : EVALUATION DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Article premier : Sont annulées au budget général de l'Etat, gestion 2022, des recettes d'un montant de soixante-huit milliards sept cent cinquante millions (68.750.000.000) de francs CFA, conformément au tableau ci-après :

Article	*Paragraphe*	*Intitulé*	*Montant*
12- DONS PROJETS ET LEGS			
	125	Fonds de concours	68 750 000 000
	Total article 12		68 750 000 000
Total annulation des recettes			**68 750 000 000**

Art 2 : Sont ouvertes au budget général de l'Etat, gestion 2022, des recettes supplémentaires d'un montant de deux cent quatre-vingt-sept milliards cinq cent soixante-treize millions cent cinquante mille six cent soixante-dix-neuf (287.573.150.679) francs CFA, conformément au tableau ci-après :

Article	**Paragraphe**	**Intitulé**	**Montant**
12- DONS PROJETS ET LEGS			
	125	Fonds de concours	49 823 150 679
	Total article 12		49 823 150 679
14-EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
	141	Emprunts obligataires	50 000 000 000
	Total article 14		50 000 000 000
16-EMPRUNTS PROGRAMMES			
	161	Emprunts programmes multilatéraux et bilatéraux	151 750 000 000
	Total article 16		151 750 000 000
75. Recettes exceptionnelles			
	759	Autres recettes exceptionnelles	36 000 000 000
	Total article 75		36 000 000 000
Total ouvertures des recettes			**287 573 150 679**

TITRE II : EVALUATION DES CHARGES DU BUDGET GENERAL

Article 3 : Sont annulés au budget général de l'Etat, gestion 2022, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement d'égal montant de quarante-huit milliards cent cinquante-six millions six cent onze mille huit cent quatre-vingt-dix-sept (48.156.611.897) francs CFA, conformément à la répartition ci-après par section et programme :

Section	*Programmes*	*Montant AE*	*Montant CP*
03-CABINET DU PREMIER MINISTRE	100-Pilotage et administration du Cabinet du Premier Ministre	739 436 000	739 436 000
	102-Appui à la mise en œuvre, à la coordination et au suivi-évaluation de l'action gouvernementale	99 411 427	99 411 427
Total 03-CABINET DU PREMIER MINISTRE		**838 847 427**	**838 847 427**
05-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	105-Pilotage stratégique de l'administration présidentielle	537 450 535	537 450 535
	231-Coordination et Pilotage stratégique du secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du développement agricole durable	1 613 000 000	1 613 000 000
Total 05-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		**2 150 450 535**	**2 150 450 535**
06-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	108-Développement de l'enseignement supérieur	39 290 000	39 290 000
	110-Pilotage et administration de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	42 500 000	42 500 000
Total 06-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE		**81 790 000**	**81 790 000**
11-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	117-Développement et modernisation de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels	2 065 515 737	2 065 515 737
Total 11-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		**2 065 515 737**	**2 065 515 737**
12-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	120-Renforcement de l'action diplomatique	125 000 000	125 000 000
Total 12-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION		**125 000 000**	**125 000 000**
17-MINISTERE DE LA JUSTICE	132-Promotion de l'accès à la justice	250 000 000	250 000 000
	133-Humanisation du milieu carcéral	108 810 000	108 810 000
Total 17-MINISTERE DE LA JUSTICE		**358 810 000**	**358 810 000**
20-COUR DE CASSATION	820-DOTATION-COUR DE CASSATION	2 464 260	2 464 260
Total 20-COUR DE CASSATION		**2 464 260**	**2 464 260**
23-MINISTERE DE LA COMMUNICATION, CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	140-Pilotage et administration de la politique de communication	20 163 614	20 163 614
Total 23-MINISTERE DE LA COMMUNICATION, CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS		**20 163 614**	**20 163 614**
47-MINISTERE DES FINANCES	170-Mobilisation des ressources	30 950 000	30 950 000
Total 47-MINISTERE DES FINANCES		**30 950 000**	**30 950 000**
58-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT	201-Développement des infrastructures routières et ferroviaires	22 510 709 079	22 510 709 079
Total 58-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT		**22 510 709 079**	**22 510 709 079**

59-MINISTERE DES MINES	204-Pilotage et gestion de la politique minière	132 227 912	132 227 912
Total 59-MINISTERE DES MINES		**132 227 912**	**132 227 912**
60-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION	209-Environnement et amélioration du cadre de vie	25 000 000	25 000 000
Total 60-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION		**25 000 000**	**25 000 000**
61-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	210-Développement de l'accès et de l'équité de l'éducation	18 060 000 000	18 060 000 000
	211-Amélioration de la qualité de l'éducation	319 333 333	319 333 333
Total 61-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE		**18 379 333 333**	**18 379 333 333**
62-MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	215-Hygiène et Assainissement	514 650 000	514 650 000
Total 62-MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT		**514 650 000**	**514 650 000**
64-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DE LA POPULATION ET DES AFFAIRES SOCIALES	217-Pilotage et administration de la politique de santé	920 700 000	920 700 000
Total 64-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DE LA POPULATION ET DES AFFAIRES SOCIALES		**920 700 000**	**920 700 000**
Total général		**48 156 611 897**	**48 156 611 897**

Le détail des crédits annulés est présenté en annexe I jointe à la présente loi.

Art. 4 : Sont ouverts au budget général de l'Etat, gestion 2022, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires d'égal montant de deux cent soixante-six milliards neuf cent quatre-vingt-neuf millions neuf cent cinquante mille huit cent soixante-seize (266.989.950.876) francs CFA, conformément à la répartition ci-après par section et programme :

Section	***Programmes***	***Montant AE***	***Montant CP***
03-CABINET DU PREMIER MINISTRE	100-Pilotage et administration du Cabinet du Premier Ministre	1 139 648 252	1 139 648 252
	102-Appui à la mise en œuvre, à la coordination et au suivi-évaluation de l'action gouvernementale	84 206 501	84 206 501
	103-Appui à la mise en œuvre des programmes sectoriels	6 050 260 339	6 050 260 339
Total 03-CABINET DU PREMIER MINISTRE		**7 274 115 092**	**7 274 115 092**
05-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	104-Coordination des services de la présidence et suivi de l'action gouvernementale	847 124 804	847 124 804
	105-Pilotage stratégique de l'administration présidentielle	817 450 535	817 450 535
	106-Coordination de programmes spécifiques avec les partenaires techniques et financiers	2 111 914 000	2 111 914 000
	231-Coordination et Pilotage stratégique du secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du développement agricole durable	1 613 000 000	1 613 000 000
	805-DOTATION-PRESIDENCE	768 738 994	768 738 994
Total 05-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		**6 158 228 333**	**6 158 228 333**

06-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	108-Développement de l'enseignement supérieur	3 162 635 752	3 162 635 752
	110-Pilotage et administration de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	726 090 000	726 090 000
Total 06-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE		**3 888 725 752**	**3 888 725 752**
09-MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DU SPORT	115-Développement du sport et des infrastructures sportives	122 423 834	122 423 834
Total 09-MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DU SPORT		**122 423 834**	**122 423 834**
11-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	117-Développement et modernisation de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels	2 989 754 084	2 989 754 084
Total 11-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		**2 989 754 084**	**2 989 754 084**
12-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	120-Renforcement de l'action diplomatique	500 000 000	500 000 000
	123-Pilotage et administration des politiques extérieures	255 951 047	255 951 047
Total 12-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION		**755 951 047**	**755 951 047**
13-MINISTERE DU PLAN	125-Planification et Programmation du développement	200 000 000	200 000 000
	127-Pilotage et administration de la planification du développement	10 000 000	10 000 000
Total 13-MINISTERE DU PLAN		**210 000 000**	**210 000 000**
15-MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	129-Défense de l'intégrité du territoire	25 000 000 000	25 000 000 000
Total 15-MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE		**25 000 000 000**	**25 000 000 000**
17-MINISTERE DE LA JUSTICE	131-Pilotage et administration du secteur de la justice	144 900 000	144 900 000
	132-Promotion de l'accès à la justice	118 000 000	118 000 000
	133-Humanisation du milieu carcéral	95 910 000	95 910 000
Total 17-MINISTERE DE LA JUSTICE		**358 810 000**	**358 810 000**
20-COUR DE CASSATION	820-DOTATION-COUR DE CASSATION	2 464 260	2 464 260
Total 20-COUR DE CASSATION		**2 464 260**	**2 464 260**
22-COUR DES COMPTES	822-DOTATION-COUR DES COMPTES	18 716 470	18 716 470
Total 22-COUR DES COMPTES		**18 716 470**	**18 716 470**
23-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	138-Développement des prestations de service des médias	200 000 000	200 000 000
	140-Pilotage et administration de la politique de communication	20 163 614	20 163 614
Total 23-MINISTERE DE LA COMMUNICATION		**220 163 614**	**220 163 614**
27-MINISTERE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	145-Promotion de la culture	262 423 834	262 423 834
Total 27-MINISTERE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT		**262 423 834**	**262 423 834**

41-MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	163-Développement des capacités de gestion des ressources humaines de l'Etat	150 000 000	150 000 000
Total 41-MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE		**150 000 000**	**150 000 000**
47-MINISTERE DES FINANCES	168-Pilotage et administration de la politique de gestion des finances publiques	1 055 000 000	1 055 000 000
	169-Elaboration du budget, gestion de la dépense et comptabilité publique	50 000 000	50 000 000
	171-Régulation du financement de l'économie	30 950 000	30 950 000
Total 47-MINISTERE DES FINANCES		**1 135 950 000**	**1 135 950 000**
48-MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES	172-Coordination des interventions humanitaires et de gestion des catastrophes	1 000 000 000	1 000 000 000
Total 48-MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES		**1 000 000 000**	**1 000 000 000**
52-MINISTERE DU COMMERCE	185-Développement du commerce	9 000 000 000	9 000 000 000
Total 52-MINISTERE DU COMMERCE		**9 000 000 000**	**9 000 000 000**
54-MINISTERE DE L'AGRICULTURE	192-Développement des productions végétales	22 319 312 023	22 319 312 023
Total 54-MINISTERE DE L'AGRICULTURE		**22 319 312 023**	**22 319 312 023**
55-MINISTERE DE L'ELEVAGE	237-Gouvernance, pilotage et administration de la politique du ministère	370 504 500	370 504 500
	238-Sante animale et sante publique vétérinaire	10 000 000 000	10 000 000 000
Total 55-MINISTERE DE L'ELEVAGE		**10 370 504 500**	**10 370 504 500**
57-MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DES ENERGIES RENOUVELABLES	234-Administration et pilotage du secteur	50 000 000	50 000 000
Total 57-MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DES ENERGIES RENOUVELABLES		**50 000 000**	**50 000 000**
58-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT	201-Développement des infrastructures routières et ferroviaires	19 346 604 283	19 346 604 283
	202-Désenclavement des zones rurales	3 083 987 127	3 083 987 127
	203-Préservation et entretien des infrastructures de transport	20 080 117 669	20 080 117 669
Total 58-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT		**42 510 709 079**	**42 510 709 079**
59-MINISTERE DES MINES	204-Pilotage et gestion de la politique minière	132 227 912	132 227 912
	206-Diversification, intégration et gestion durable de l'environnement	368 000 000	368 000 000
Total 59-MINISTERE DES MINES		**500 227 912**	**500 227 912**

60-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION	208-Gestion durable des terres et des eaux	25 000 000	25 000 000
Total 60-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION		**25 000 000**	**25 000 000**
61-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	210-Développement de l'accès et de l'équité de l'éducation	17 764 732 410	17 764 732 410
	211-Amélioration de la qualité de l'éducation	2 994 587 470	2 994 587 470
Total 61-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE		**20 759 319 880**	**20 759 319 880**
62-MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	215-Hygiène et Assainissement	514 650 000	514 650 000
Total 62-MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT		**514 650 000**	**514 650 000**
64-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DE LA POPULATION ET DES AFFAIRES SOCIALES	217-Pilotage et administration de la politique de santé	5 453 212 500	5 453 212 500
	219-Amélioration de la qualité des prestations de soins et services de santé	248 000 000	248 000 000
Total 64-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DE LA POPULATION ET DES AFFAIRES SOCIALES		**5 701 212 500**	**5 701 212 500**
99-CHARGES COMMUNES	232-Charges communes	105 691 288 662	105 691 288 662
Total 99-CHARGES COMMUNES		**105 691 288 662**	**105 691 288 662**
Total général		**266 989 950 876**	**266 989 950 876**

Le détail des crédits ouverts est présenté en annexe II jointe à la présente loi.

Article 5 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, est publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 11 octobre 2022

Le Président de la République

Mohamed Bazoum

Le Premier Ministre

Ouhoumoudou Mahamadou

La Ministre déléguée auprès du Ministre des finances, chargée du budget

Mme Tchousso Rahamatou Oumarou Tchiany

PLFR1-2022 ANNEXE I : ANNULATION

Section	Programmes	Intitulé_activité	Type de financement	Montant AE	Montant CP
03-CABINET DU PREMIER MINISTRE	100-Pilotage et administration du Cabinet du Premier Ministre	Exécution des dépenses du programme	11	739 436 000	739 436 000
	102-Appui à la mise en œuvre, à la coordination et au suivi-évaluation de l'action gouvernementale	Appui au SP comité de pilotage lutte contre la corruption	11	99 411 427	99 411 427
Total 03-CABINET DU PREMIER MINISTRE				**838 847 427**	**838 847 427**
05-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	105-Pilotage stratégique de l'administration présidentielle	Mettre en place une bibliothèque numérique	11	288 450 089	288 450 089
		Subvention à l'Agence	11	249 000 446	249 000 446
	231-Coordination et Pilotage Stratégique du Secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du développement agricole durable	Agence de modernisation des villes du Niger	11	1 613 000 000	1 613 000 000
Total 05-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE				**2 150 450 535**	**2 150 450 535**
06-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	108-Développement de l'enseignement supérieur	Création et mise à jour d'une base de données pour le suivi du cursus des étudiants inscrits dans les EESR	11	3 000 000	3 000 000
		Elaboration d'un répertoire des infrastructures et équipements sportifs et culturels au niveau des EES	11	8 000 000	8 000 000
		Formation des fondateurs des universités privées de l'enseignement arabe sur le respect du programme LMD	11	2 790 000	2 790 000
		Harmonisation des filières	11	3 000 000	3 000 000
		Réhabilitations des infrastructures dans les UPN	11	10 500 000	10 500 000
		Révision des programmes du BTS d'Etat	11	8 000 000	8 000 000
		Sensibilisation des acteurs sur l'importance de l'assurance qualité et le rôle de la DGQEA	11	4 000 000	4 000 000
	110-Pilotage et administration de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	Acquisition des matériels de reprographie et autres	11	10 000 000	10 000 000
		Championnat et jeux universitaires	11	16 000 000	16 000 000

		Enquête de suivi de l'insertion des diplômés	11	5 000 000	5 000 000
		Formation des auxiliaires	11	1 500 000	1 500 000
		Formation des points focaux des établissements privés du supérieur	11	2 000 000	2 000 000
		inspection des CROU, CNOU et structures rattachées	11	4 000 000	4 000 000
		Mission de contrôle de la mise en œuvre cohérente et efficace de la législation	11	2 000 000	2 000 000
		Organisation des réunions périodiques d'élaboration, d'actualisation et de validation des documents de programmation et du suivi du MESR	11	2 000 000	2 000 000
Total 06-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE				**81 790 000**	**81 790 000**
11-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	117-Développement et modernisation de l'enseignement et formation technique et professionnel	pécules enseignants contractuels	11	1 865 515 737	1 865 515 737
		Subvention au FAFPA	11	100 000 000	100 000 000
		Subvention au SNP	11	100 000 000	100 000 000
Total 11-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				**2 065 515 737**	**2 065 515 737**
12-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	120-Renforcement de l'action diplomatique	Prise en charge mandat Conseil de sécurité	11	125 000 000	125 000 000
Total 12-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION				**125 000 000**	**125 000 000**
17-MINISTERE DE LA JUSTICE	132-Promotion de l'accès à la justice	fonctionnement	11	250 000 000	250 000 000
	133-Humanisation du milieu carcéral	Construction nouvelle infrastructure	12	108 810 000	108 810 000
Total 17-MINISTERE DE LA JUSTICE				**358 810 000**	**358 810 000**
20-COUR DE CASSATION	820-DOTATION-COUR DE CASSATION	CABINET-Dépenses de Fonctionnement	11	2 464 260	2 464 260
Total 20-COUR DE CASSATION				**2 464 260**	**2 464 260**

23-MINISTERE DE LA COMMUNICATION, CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	140-Pilotage et administration de la politique de communication	Appui au fonctionnement des attachés de presse à l'extérieur	11	15 000 000	15 000 000
		Elaboration et diffusion de l'annuaire statistique du secteur	11	651 000	651 000
		Elaboration/révision et diffusion des textes	11	4 512 614	4 512 614
Total 23-MINISTERE DE LA COMMUNICATION, CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS				**20 163 614**	**20 163 614**
47-MINISTERE DES FINANCES	170-Mobilisation des ressources	Prise en charge des réunions techniques et missions de suivi	41	30 950 000	30 950 000
Total 47-MINISTERE DES FINANCES				**30 950 000**	**30 950 000**
58-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT	201-Développement des infrastructures routières et ferroviaires	Construction de 244 km de routes rurales dans les Régions de Tahoua-Tillabéry-Dosso	12	739 709 079	739 709 079
		Projet de Construction Pont de Goroual	12	1 000 000 000	1 000 000 000
		Réhabilitation de la route Tchadoua-Zinder	11	5 650 000 000	5 650 000 000
		travaux (Réhabilitation , d'aménagement et bitumage de la route Niamey - Kollo - Kirtachi (163 km) et Aménagement pour 5,5 milliards et Bitumage de la route Sabongari - Dioundiou - Boureimi (100 km) pour 0,35 milliards)	12	5 850 000 000	5 850 000 000
		Travaux (paiement des arriérés)	12	927 000 000	927 000 000
		Travaux (paiement des arriérrés)	41	1 344 000 000	1 344 000 000
		Travaux de construction de l'Echangeur des rond oints des armées et ses voies d'accès	12	7 000 000 000	7 000 000 000
Total 58-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT				**22 510 709 079**	**22 510 709 079**
59-MINISTERE DES MINES	204-Pilotage et gestion de la politique minière	Subventionner et faire le transfert courant aux administrations publiques	11	132 227 912	132 227 912
Total 59-MINISTERE DES MINES				**132 227 912**	**132 227 912**

60-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION	209-Environnement et amélioration du cadre de vie	Réaliser une enquête cadre sur le Moringa	11	25 000 000	25 000 000
Total 60-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION				**25 000 000**	**25 000 000**
61-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	210-Développement de l'accès et de l'équité de l'éducation	Construire et équiper des SDC en modèle alternatif	12	15 000 000 000	15 000 000 000
		Construire et équiper des SDC en modèle classique	12	3 060 000 000	3 060 000 000
	211-Amélioration de la qualité de l'éducation	Appuyer les ENI	11	319 333 333	319 333 333
Total 61-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				**18 379 333 333**	**18 379 333 333**
62-MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	215-Hygiène et Assainissement	Mise en œuvre de l'appui au financement du PROSEHA (MCF)	55	514 650 000	514 650 000
Total 62-MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT				**514 650 000**	**514 650 000**
64-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DE LA POPULATION ET DES AFFAIRES SOCIALES	217-Pilotage et administration de la politique de santé	Former des spécialistes en santé	11	651 000 000	651 000 000
		Prendre en charge l'examen unique et la bourse des élèves	11	186 000 000	186 000 000
		Renforcer la coordination des actions et des partenaires	11	83 700 000	83 700 000
Total 64-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DE LA POPULATION ET DES AFFAIRES SOCIALES				**920 700 000**	**920 700 000**
Total général				**48 156 611 897**	**48 156 611 897**

PLFR1-2022 ANNEXE II : DETAIL DES OUVERTURES DE CREDITS

Section	Programme	Intitulé activité	Type de financement	Montant AE	Montant CP
03-CABINET DU PREMIER MINISTRE	100-Pilotage et administration du Cabinet du Premier Ministre	Conservation, traitement et diffusion des archives	11	5 639 000	5 639 000
		Consultations et hospitalisation	11	24 679 252	24 679 252
		Exécution des dépenses du programme	11	206 500 000	206 500 000
		gestion de la sécurité	11	100 000 000	100 000 000
		Remboursement dépenses inéligibles filets sociaux adaptatifs	11	465 830 000	465 830 000
		Traitement des dossiers particuliers	11	337 000 000	337 000 000
	102-Appui à la mise en œuvre, à la coordination et au suivi-évaluation de l'action gouvernementale	Comité interministériel	11	47 411 407	47 411 407
		suivi évaluation de l'action gouvernementale	11	36 795 094	36 795 094
	103-Appui à la mise en œuvre des programmes sectoriels	Appui au Conseil national de recherche agronomique	11	8 925 000	8 925 000
		Bandes pare feux	11	900 000 000	900 000 000
		Cellule crise alimentaire CCA	11	2 500 000 000	2 500 000 000
		COGE	11	23 420 000	23 420 000
		Formation des cadres centraux, régionaux et des cadres des services déconcentrés et décentralisés	11	35 000 000	35 000 000
		Pilotage et gestion de la stratégie	11	13 477 674	13 477 674
		Remboursement stock CEDEAO	11	2 500 000 000	2 500 000 000
		Renforcer les capacités des acteurs intervenant dans la mise en œuvre du FCSE (report de 2021)	55	69 437 665	69 437 665
Total 03-CABINET DU PREMIER MINISTRE				**7 274 115 092**	**7 274 115 092**
05-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	104-Coordination des services de la présidence et suivi de l'action gouvernementale	Remboursement des taxes dans le cadre du compact (MCA Niger) SATOM et KAMACHO	11	847 124 804	847 124 804
	105-Pilotage stratégique de l'administration présidentielle	Acquisition de véhicules	11	288 450 089	288 450 089
		Opérationnalisation de l'Office national de la population	11	200 000 000	200 000 000
		Subvention à l'Agence	11	129 000 446	129 000 446

		Vulgariser les textes de la lutte contre la corruption	11	200 000 000	200 000 000
	106-Coordination de programmes spécifiques avec les partenaires techniques et financiers	Actions de relèvement	11	800 000 000	800 000 000
		Actions de stabilisation	11	1 311 914 000	1 311 914 000
	231-Coordination et Pilotage Stratégique du Secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du développement agricole durable	Agence de modernisation des villes du Niger	11	1 613 000 000	1 613 000 000
	805-DOTATION-PRESIDENCE	DOTATION IPRO	11	568 738 994	568 738 994
		Dotation DGDSE	11	200 000 000	200 000 000
Total 05-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE				**6 158 228 333**	**6 158 228 333**
06-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	108-Développement de l'enseignement supérieur	Alimentation des centres des œuvres universitaires	11	1 011 000 000	1 011 000 000
		formation des agents	11	10 000 000	10 000 000
		Transfert à l'organisation du BAC et apurement arriérés	11	533 000 000	533 000 000
		Transfert FCSE aux UPN et à l'EMIG	55	108 635 752	108 635 752
		Travaux, études et contrôle des infrastructures Universitaires à l'UAM	12	1 500 000 000	1 500 000 000
	110-Pilotage et administration de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	Acquisition consommables informatiques	11	5 000 000	5 000 000
		Acquisition de mobiliers et de matériels de bureau	11	10 500 000	10 500 000
		Acquisition des matériels informatiques (ordinateurs et accessoires)	11	5 000 000	5 000 000
		Alimentation, couchage et habillement	11	2 500 000	2 500 000
		Apurement arriérés des dépenses du Fonctionnement	11	10 000 000	10 000 000
		Carburant et lubrifiant	11	15 000 000	15 000 000
		Dépenses du fonctionnement du Cabinet	11	1 000 000	1 000 000
		Entretien bâtiment	11	2 000 000	2 000 000
		Entretien matériel roulant	11	2 000 000	2 000 000
		Fournitures de bureau	11	3 000 000	3 000 000
		Frais de mission à l'extérieur	11	10 000 000	10 000 000

		Frais de mission à l'intérieur	11	5 000 000	5 000 000
		Frais de transport à l'extérieur	11	10 000 000	10 000 000
		Frais de transport à l'intérieur	11	790 000	790 000
		Transfert aide sociale aux étudiants non boursiers	11	644 300 000	644 300 000
Total 06-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE				**3 888 725 752**	**3 888 725 752**
09-MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DU SPORT	115-Développement du sport et des infrastructures sportives	Académie de football	11	50 000 000	50 000 000
		Acquérir de la matière d'œuvre et des fournitures scolaires dans les 8 régions	55	67 000 000	67 000 000
		Acquérir des tables bancs au profit des CPJ de Zinder	55	5 423 834	5 423 834
Total 09-MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DU SPORT				**122 423 834**	**122 423 834**
11-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	117-Développement et modernisation de l'enseignement et formation technique et professionnel	Acquérir des équipements, la matière d'œuvre et les matériels et outillages techniques pour les CFM et les CET et autres équipements des centres	55	585 059 823	585 059 823
		Acquérir des véhicules 4*4 de mission du niveau central et régional (Agadez, Diffa et Maradi)	55	87 074 412	87 074 412 .
		Construire des salles de classe dans les CFM et CET	55	40 000 000	40 000 000
		Construire des salles de classe dans les lycées et CFM	55	161 441 211	161 441 211
		Frais de formation des apprenants orientés vers les établissements privés	11	200 000 000	200 000 000
		Installer les équipements acquis pour les lycées de Niamey	55	50 662 901	50 662 901
		pécules enseignants contractuels	11	1 865 515 737	1 865 515 737
Total 11-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				**2 989 754 084**	**2 989 754 084**
12-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	120-Renforcement de l'action diplomatique	Réhabilitation des ambassades et consulats, construction ou acquisition d'immeuble	11	500 000 000	500 000 000
	123-Pilotage et administration des politiques extérieures	Dépenses spécifiques du Cabinet	11	50 000 000	50 000 000
		Déplacement officiels agents MAEC	11	75 000 000	75 000 000
		Prise en charge des frais relatifs aux prestations du salon d'honneur de l'Aéroport Diori Hamani	11	95 000 000	95 000 000

		scolarisation des enfants des agents et assurance santé de la famille	11	35 951 047	35 951 047
Total 12-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION				**755 951 047**	**755 951 047**
13-MINISTERE DU PLAN	125-Planification et Programmation du développement	Organisation de la table ronde	11	200 000 000	200 000 000
	127-Pilotage et administration de la planification du développement	Assurer les interventions diverses	11	10 000 000	10 000 000
Total 13-MINISTERE DU PLAN				**210 000 000**	**210 000 000**
15-MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	129-Défense de l'intégrité du territoire	Soutien matériel	11	25 000 000 000	25 000 000 000
Total 15-MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE				**25 000 000 000**	**25 000 000 000**
17-MINISTERE DE LA JUSTICE	131-Pilotage et administration du secteur de la Justice	Appui au fonctionnement de la commission OHADA	11	70 000 000	70 000 000
		Gestion de la carrière des magistrats (15)	11	55 250 000	55 250 000
		Tenue des réunions du Comité de suivi de la mise en œuvre des conclusions et recommandations des EGJ (23)	11	19 650 000	19 650 000
	132-Promotion de l'accès à la justice	Audiences et assises du Pôle judiciaire spécialisé et Chambres spécialisées	11	18 000 000	18 000 000
		Rencontre annuelle des magistrats du Parquet et de la Police judicaire	11	30 000 000	30 000 000
		Tenue régulière des audiences des chambres criminelles	11	70 000 000	70 000 000
	133-Humanisation du milieu carcéral	Prise en charge des détenus	11	90 910 000	90 910 000
		Transfèrement et extraction des détenus	11	5 000 000	5 000 000
Total 17-MINISTERE DE LA JUSTICE				**358 810 000**	**358 810 000**
20-COUR DE CASSATION	820-DOTATION-COUR DE CASSATION	CABINET- Subventions et transferts	11	2 464 260	2 464 260
Total 20-COUR DE CASSATION				**2 464 260**	**2 464 260**
22-COUR DES COMPTES	822-DOTATION-COUR DES COMPTES	Remboursements arrières de factures	11	18 716 470	18 716 470
Total 22-COUR DES COMPTES				**18 716 470**	**18 716 470**

23-MINISTERE DE LA COMMUNICATION, CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	138-Développement des prestations de service des médias	Subvention Agence nigérienne de diffusion (AND)	11	200 000 000	200 000 000
	140-Pilotage et administration de la politique de communication	Amélioration des conditions de travail des agents du ministère	11	5 163 614	5 163 614
		Appui à l'organisation des réunions des experts des commissions mixtes de coopération et aux rencontres annuelles des acteurs de la communication	11	15 000 000	15 000 000
Total 23-MINISTERE DE LA COMMUNICATION, CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS				**220 163 614**	**220 163 614**
27-MINISTERE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	145-Promotion de la culture	Acquérir le matériel fourniture au profit du MCTA	55	3 783 386	3 783 386
		Appui au CCFN de Zinder	11	190 000 000	190 000 000
		Construire des murs de clôture des EFAC	55	68 640 448	68 640 448
Total 27-MINISTERE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT				**262 423 834**	**262 423 834**
41-MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	163-Développement des capacités de gestion des ressources humaines de l'Etat	organisation des concours professionnels et/ou recrutements directs	11	150 000 000	150 000 000
Total 41-MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE				**150 000 000**	**150 000 000**
47-MINISTERE DES FINANCES	168-Pilotage et administration de la politique de gestion des finances publiques	Assurer le fonctionnement du cabinet	11	55 000 000	55 000 000
		Réhabilitation des immeubles BDRN et ONAREM	11	1 000 000 000	1 000 000 000
	169-Elaboration du budget, gestion de la dépense et comptabilité publique	Fonctionnement DFCT	11	50 000 000	50 000 000
	171-Régulation du financement de l'économie	Prise en charge des réunions techniques et missions de suivi	41	30 950 000	30 950 000
Total 47-MINISTERE DES FINANCES				**1 135 950 000**	**1 135 950 000**
48-MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES	172-Coordination des interventions humanitaires et de gestion des catastrophes	Coordination de la protection et de l'assistance aux personnes déplacées internes(PDI)	11	1 000 000 000	1 000 000 000
Total 48-MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES				**1 000 000 000**	**1 000 000 000**

52-MINISTERE DU COMMERCE	185-Développement du commerce	Effectuer les opérations de VPM céréales	11	9 000 000 000	9 000 000 000
Total 52-MINISTERE DU COMMERCE				**9 000 000 000**	**9 000 000 000**
54-MINISTERE DE L'AGRICULTURE	192-Développement des productions végétales	Contrepartie du projet de développement du maraîchage dans les communes de Dogon Kirya-Dankassari-Doutchi (AFD)	41	200 000 000	200 000 000
		Mise en œuvre du Programme de vulgarisation des cultures irriguées	12	9 800 000 000	9 800 000 000
		Programme de soutien à la campagne agricole	12	11 000 000 000	11 000 000 000
		Remboursement des fonds KFW (CAIMA)	11	1 319 312 023	1 319 312 023
Total 54-MINISTERE DE L'AGRICULTURE				**22 319 312 023**	**22 319 312 023**
55-MINISTERE DE L'ELEVAGE	237-Gouvernance, pilotage et administration de la politique du ministère	Indemnisation des impactés par la grippe aviaire	11	370 504 500	370 504 500
	238-Santé animale et sante publique vétérinaire	Achats aliments bétails	11	10 000 000 000	10 000 000 000
Total 55-MINISTERE DE L'ELEVAGE				**10 370 504 500**	**10 370 504 500**
57-MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DES ENERGIES RENOUVELABLES	234-Administration et pilotage du secteur	Frais de mission (Ministère de l'énergie et des énergies renouvelables)	11	50 000 000	50 000 000
Total 57-MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DES ENERGIES RENOUVELABLES				**50 000 000**	**50 000 000**
58-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT	201-Développement des infrastructures routières et ferroviaires	Travaux d'aménagement et de bitumage de la voix d'accès à l'hôpital de référence de Niamey y compris le drainage des eaux au ravin de Koira Tégui	12	540 459 702	540 459 702
		Bitumage route Loga PK30 Dogon Doutchi	41	2 745 611 526	2 745 611 526
		Bolbol Tibiri Korey Mairoua et brettelles	12	2 000 000 000	2 000 000 000
		Contrôle et la surveillance des travaux d'aménagement et de bitumage de la voie d'accès a l'hôpital de référence de Niamey y compris le drainage des eaux au ravin de Koira Tégui	12	152 617 500	152 617 500

		Contrôle et surveillance des travaux de construction de la route rurale Dargol-Yalwani (40km) dans la région de Tillabéry	12	85 557 365	85 557 365
		Mayayi Tessaoua frontière du Nigéria	12	2 186 845 281	2 186 845 281
		Route Assawas - Ingal	12	1 000 000 000	1 000 000 000
		Route Dogon Doutchi -Dogon Kiria-Bagaroura-Tébéram	12	7 331 487 632	7 331 487 632
		Route Maradi-Madarounfa Frontière Nigéria	12	719 817 483	719 817 483
		Travaux d'Aménagement et du Bitumage de la Route Madaoua-Bouza-Keita-Tameské (Part Niger)	12	39 588 282	39 588 282
		Travaux de construction de l'ouvrage de Gafati et bretelle de 2,5 km à Guidimouni dans la région de Zinder	12	39 191 275	39 191 275
		Travaux de construction de la route rurale Dargol-Yalwani (40km) dans la région de Tillabéry	12	128 601 320	128 601 320
		Travaux de G.Civil part Etat du Niger (Projet d'Aménagement et de Bitumage de la Route Agadez-Arlit-Assamaka-Frontière Algérie Lot1 125Km (Part Niger)	41	82 354 304	82 354 304
		Yaya Dan Gona	12	2 294 472 613	2 294 472 613
	202-Désenclavement des zones rurales	Construction de 68 km de routes rurales dans la région de Tahoua (payement arriéré)	12	1 526 986 329	1 526 986 329
		Construction de la route Tahoua-Taza	12	304 750 591	304 750 591
		Construction des routes rurales Margou-Safa-Winditan et Kiota-Garankedey-Mokko (Payement arriéré)	12	1 223 715 942	1 223 715 942
		Contrôle de la construction de la route Kiéché-Batchaka (payement arriéré)	12	28 534 265	28 534 265
	203-Préservation et entretien des infrastructures de transport	Doutchi-Konni - Tsernawa	12	12 080 117 669	12 080 117 669
		Travaux d'urgence sur le canal de Gountou Yéna, boulevard Tanimoune et route Niamey Nyala	12	8 000 000 000	8 000 000 000
Total 58-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT				**42 510 709 079**	**42 510 709 079**
59-MINISTERE DES MINES	204-Pilotage et gestion de la politique minière	Suivi du réaménagement des sites (RDS)	11	132 227 912	132 227 912
	206-Diversification, intégration et gestion durable de l'environnement	Effectuer des missions de suivi de contrôle des activités d'exploitation minières industrielles	11	368 000 000	368 000 000
Total 59-MINISTERE DES MINES				**500 227 912**	**500 227 912**

60-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION	208-Gestion durable des terres et des eaux	Ouverture de 2937 km de bande pare feu	11	25 000 000	25 000 000
Total 60-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION				**25 000 000**	**25 000 000**
61-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	210-Développement de l'accès et de l'équité de l'éducation	Construire des SDC en MOD	12	5 000 000 000	5 000 000 000
		Effectuer l'évaluation d'impact environnemental	12	1 750 000	1 750 000
		Payer les pécules des enseignants contractuels	11	12 122 982 410	12 122 982 410
		Rembourser les arriérés des constructions	11	640 000 000	640 000 000
	211-Amélioration de la qualité de l'éducation	Acquérir des manuels d'anglais pour les 6ème	55	495 000 000	495 000 000
		Appuyer les ENI	11	604 600 923	604 600 923
		Subventionner les CGDS et mise en œuvre des projets d'établissement volet primaire	55	1 136 991 928	1 136 991 928
		Subventionner les COGES et mise en œuvre des projets d'établissement volet secondaire	55	757 994 619	757 994 619
Total 61-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				**20 759 319 880**	**20 759 319 880**
62-MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	215-Hygiène et Assainissement	Mise en œuvre de l'appui au financement du PROSEHA (MCF)	55	514 650 000	514 650 000
Total 62-MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT				**514 650 000**	**514 650 000**
64-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DE LA POPULATION ET DES AFFAIRES SOCIALES	217-Pilotage et administration de la politique de santé	Achats vaccins	11	4 207 500 000	4 207 500 000
		Acquisition 60 moniteurs HGR	11	120 000 000	120 000 000
		Former des spécialistes en santé	11	651 000 000	651 000 000
		Prendre en charge l'examen unique et la bourse des élèves	11	186 000 000	186 000 000
		Renforcer la coordination des actions et des partenaires	11	83 700 000	83 700 000
		Unité neurovasculaire HGR	11	205 012 500	205 012 500
	219-Amélioration de la qualité des prestations de soins et services de santé	Acquisition de matériel de chirurgie cardio-vasculaire (Hôpital général de référence)	11	248 000 000	248 000 000
Total 64-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DE LA POPULATION ET DES AFFAIRES SOCIALES				**5 701 212 500**	**5 701 212 500**

99-CHARGES COMMUNES	232-Charges communes	Autres dépenses d'investissements	11	22 800 000 000	22 800 000 000
		Autres transferts courants	11	1 034 633 547	1 034 633 547
		Contributions aux organisations internationales	11	1 023 021 622	1 023 021 622
		Déplacements officiels	11	556 781 157	556 781 157
		Pécules ASCN	11	814 794 167	814 794 167
		Primes et remises diverses	11	2 983 581 395	2 983 581 395
		Prise de participation de l'État du Niger	11	66 500 000 000	66 500 000 000
		Prise en charge sommet Industrialisation	11	1 000 000 000	1 000 000 000
		Réserve budgétaire	11	8 978 476 774	8 978 476 774
Total 99-CHARGES COMMUNES				**105 691 288 662**	**105 691 288 662**
Total général				**266 989 950 876**	**266 989 950 876**

PLFR1-2022 ANNEXE III : DETAIL DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Article	Paragraphes	Rubriques	NOMENCLATURE	LFI 2022	LFR1_ 2022	Variations
		I. RECETTES EXTERNES				
12	DONS PROJETS ET LEGS					
	121	Dons projets				
		12111	Dons et Legs	435 326 420 762	435 326 420 762	0
			Total PARAGRAPHE 121	435 326 420 762	435 326 420 762	0
	125	Fonds de concours				0
		12513	Appui budgétaire du Trésor français (AFD)	6 500 000 000	13 450 000 000	6 950 000 000
		12517	Appui budgétaire Luxembourg (FC Education)	983 935 500	1 639 892 500	655 957 000
		12520	Appui budgétaire AFD (FC Education)	1 387 139 211	1 387 139 211	0
		12521	Appui budgétaire Suisse (FC Education)	580 000 000	580 000 000	0
		12515	Aide budgétaire générale de l'Union européenne (SRBC - FED 11)	33 453 807 000	36 080 000 000	2 626 193 000
		12528	Partenariat mondial pour l'éducation	11 773 782 032	13 279 733 361	1 505 951 329
			Appui budgétaire UNICEF (FC Education)		580 000 000	580 000 000
			Appui budgétaire Canada (FC Education)		895 237 650	895 237 650
		12524	Appui budgétaire générale Banque mondiale (BM)	68 750 000 000	0	-68 750 000 000
		12598	Appui budgétaire PGRC- Banque mondiale (BM)	0	28 350 000 000	28 350 000 000
		12599	Appui budgétaire Projet Gold- Banque mondiale (BM)	0	8 270 000 000	8 270 000 000
		12526	Appui budgétaire Norvège (FC Education)	967 000 000	967 000 000	0
		12530	Report de solde 2021 FCSE	4 169 442 886	4 169 442 886	0
		12531	Aide budgétaire MCF PROSEHA (Danemark)	1 844 189 435	1 844 189 435	0
		12532	Aide budgétaire MCF PROSEHA (Report solde)	4 924 943 599	4 924 943 599	0

		12533	Aide budgétaire MCF PROSEHA (Pays-Bas)	2 125 889 073	2 125 889 073	0
		12534	Aide budgétaire MCF PROSEHA (Luxembourg)	5 247 656 000	5 247 656 000	0
		12537	Aide budgétaire MCF PROSEHA	1 618 547 681	1 618 547 681	0
		12535	Aide budgétaire MCF PROSEHA (Suisse)	1 200 000 000	1 200 000 000	0
		12536	Tirage sur fonds de réserve BCEAO	50 000 000 000	50 000 000 000	0
			Total PARAGRAPHE 125	195 526 332 417	176 609 671 396	-18 916 661 021
	129	Autres dons et legs				0
		12911	Appui autres partenaires	5 000 000 000	5 000 000 000	0
			Total PARAGRAPHE 129	5 000 000 000	5 000 000 000	0
			Total ARTICLE 12	635 852 753 179	616 936 092 158	-18 916 661 021
14	BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN					0
	141	Bons du Trésor sur formule				0
		14111	Obligations du Trésor	350 000 000 000	400 000 000 000	50 000 000 000
			Total PARAGRAPHE 141	350 000 000 000	400 000 000 000	50 000 000 000
			Total ARTICLE 14	350 000 000 000	400 000 000 000	50 000 000 000
15	EMPRUNTS PROJETS					0
	151	Projets multilatéraux et bilatéraux				0
		15111	Emprunts projets	429 549 838 537	429 549 838 537	0
			Total PARAGRAPHE 151	429 549 838 537	429 549 838 537	0
			Total ARTICLE 15	429 549 838 537	429 549 838 537	0
16	EMPRUNTS PROGRAMMES					0
	161	Emprunts programmes multilatéraux et bilatéraux				0
		16111	Tirage FMI	62 581 327 200	62 581 327 200	0
		16112	Emprunt budgétaire(BM)	68 750 000 000	220 500 000 000	151 750 000 000
		16113	Emprunt budgétaire BAD			0
			Total PARAGRAPHE 161	131 331 327 200	283 081 327 200	151 750 000 000
			Total ARTICLE 16	131 331 327 200	283 081 327 200	151 750 000 000
TOTAL RECETTES EXTERNES				1 546 733 918 916	1 729 567 257 895	182 833 338 979

		II. RECETTES INTERNES				0
70	VENTES DE PRODUITS ET SERVICES					0
	701	Ventes de produits				0
		70111	Ventes JO et publications	59 339 253	59 339 253	0
		70131	Recettes des régies forestières			0
			Total PARAGRAPHE 701	59 339 253	59 339 253	0
	702	Ventes de prestations de services				0
		70211	Recettes portuaires	4 604 000 000	4 604 000 000	0
		70221	Publicité foncière	3 272 000 000	3 272 000 000	0
		70231	Produits du Centre de santé de la reproduction			0
		70232	Vaccinations internationales	334 494 095	334 494 095	0
		70291	Régies prestations M.CCE	12 094 838	12 094 838	0
			Vente d'immeubles bâtis			0
			Total PARAGRAPHE 702	8 222 588 933	8 222 588 933	0
			Total ARTICLE 70	8 281 928 186	8 281 928 186	0
71	RECETTES FISCALES					0
	711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital				0
		71111	Impôt sur les Bénéfices (ISB)	135 566 000 000	135 566 000 000	0
		71121	Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)	14 408 000 000	14 408 000 000	0
			Total PARAGRAPHE 711	149 974 000 000	149 974 000 000	0
	712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations				0
		71211	Impôt sur les traitements et salaires (ITS)	66 917 000 000	66 917 000 000	0
		71221	Impôt Général sur le Revenu (I.G.R)	80 000 000	80 000 000	0
			Total PARAGRAPHE 712	66 997 000 000	66 997 000 000	0
	713	Impôts sur le patrimoine				0
		71311	Taxe immobilière des personnes morales	14 484 000 000	14 484 000 000	0
		71312	Impôt su le revenu des baux d'habitation	859 000 000	859 000 000	0
		71313	Impôt sur le revenu des baux professionnels	3 808 000 000	3 808 000 000	0
		71314	Impôt sur la plus-value immobilière	497 000 000	497 000 000	0
			Total PARAGRAPHE 713	19 648 000 000	19 648 000 000	0

	714	Autres impôts directs				0
		71411	Taxe d'habitation (TH)	3 011 000 000	3 011 000 000	0
			Total PARAGRAPHE 714	3 011 000 000	3 011 000 000	0
	715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services				0
		71511	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'intérieur	321 656 000 000	321 656 000 000	0
		71522	Redevance superficiaire pétrole	4 578 000 000	4 578 000 000	0
		71523	Droits fixes Mine	535 000 000	535 000 000	0
		71528	Droits fixes pétrole	62 000 000	62 000 000	0
		71524	Redevance superficiaire mine	2 325 000 000	2 325 000 000	0
		71526	Redevances minières (RM)	7 314 000 000	7 314 000 000	0
		71525	Taxe d'exploitation artisanale (TEA)	1 615 000 000	1 615 000 000	0
		71531	Autres droits d'accises	9 487 000 000	9 487 000 000	0
		71541	Taxe unique sur les assurances	3 274 000 000	3 274 000 000	0
		71551	Impôts synthétiques (IS)	4 410 000 000	4 410 000 000	0
		71561	Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP-DGI)	35 161 000 000	35 161 000 000	0
		71571	Taxe sur les tabacs et cigarettes (TTC)	10 046 000 000	10 046 000 000	0
		71581	Taxe sur les activités financières (TAFI)	22 081 000 000	22 081 000 000	0
		71591	Taxe d'apprentissage (TAP)	8 574 000 000	8 574 000 000	0
		71592	Taxe d'utilisation des réseaux de télécommunication (TURTEL)	5 485 000 000	5 485 000 000	0
		71593	Vignettes	4 276 000 000	4 276 000 000	0
		71594	Taxe sur certains frais généraux des entreprises (TCFGE)	6 789 000 000	6 789 000 000	0
		71595	Taxe sur les boissons alcoolisées (TBA)	1 949 000 000	1 949 000 000	0
		71596	Taxe sur les armes à feu (TAF)	54 000 000	54 000 000	0
		71597	Taxe sur les recettes des loteries (TRL)	2 972 000 000	2 972 000 000	0
		71582	Taxe sur les jeux de hasard (TJH)	640 000 000	640 000 000	0
		71598	Droit d'occupation du domaine public	1 072 000 000	1 072 000 000	0
		71599	Redevances pétrolières Ad valorem	24 571 000 000	24 571 000 000	0
			Total PARAGRAPHE 715	478 926 000 000	478 926 000 000	0

	716	Droits de timbre et d'enregistrement				0
		71611	Droits de timbre	13 150 000 000	13 150 000 000	0
		71621	Droits d'enregistrement	55 712 000 000	55 712 000 000	0
			Total PARAGRAPHE 716	68 862 000 000	68 862 000 000	0
	717	Droits et taxes à l'importation				0
		71711	Droits de douane à l'importation (DD)	161 085 036 312	161 085 036 312	0
		71721	Redevance statistique à l'importation(RSI)	21 772 437 048	21 772 437 048	0
		71731	Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation (TVA)	233 423 541 919	233 423 541 919	0
		71751	Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP-DGD)	5 102 154 032	5 102 154 032	0
		71752	Droits divers à l'importation(DGD)	156 354 188	156 354 188	0
		71791	Taxe sur la terminaison du trafic international entrant (TTTIE)	5 146 671 000	5 146 671 000	0
			Total PARAGRAPHE 717	426 686 194 499	426 686 194 499	0
	718	Droits et taxes à l'exportation				0
		71821	Redevance statistique à l'exportation (RSE)	17 179 419 574	17 179 419 574	0
		71832	Taxe forfaitaire sur l'exercice des activités de réexportation et/ou transit de tabacs et cigarettes(TFEAR)	79 000 000	79 000 000	0
		71831	Taxe spéciale à la réexportation (TSR)	30 211 393 885	30 211 393 885	0
			Total PARAGRAPHE 718	47 469 813 459	47 469 813 459	0
	719	Autres recettes fiscales				0
		71911	PC CEDEAO	4 983 229 300	4 983 229 300	0
		71921	PCS UEMOA	8 494 970 398	8 494 970 398	0
		71931	Prélèvement UA	1 751 800 303	1 751 800 303	0
		71941	Prélèvements p/c collectivités	27 132 000 000	27 132 000 000	0
		71991	Taxe sur les abonnements audiovisuels	858 000 000	858 000 000	0
			Total PARAGRAPHE 719	43 220 000 001	43 220 000 001	0
			Total ARTICLE 71	1 304 794 007 959	1 304 794 007 959	0

72	RECETTES NON FISCALES					0
	721	Revenus de l'entreprise et du domaine				0
		72111	Location d'immeubles	210 000 000	210 000 000	0
		72141	Retenue pour logements	194 000 000	194 000 000	0
		72151	Profit OIL	5 175 000 000	5 175 000 000	0
		72159	Dividendes	6 900 000 000	6 900 000 000	0
		72161	Concessions provisoires	481 000 000	481 000 000	0
		72162	Concessions définitives	469 000 000	469 000 000	0
		72171	Bornage des terrains	145 000 000	145 000 000	0
			Total PARAGRAPHE 721	13 574 000 000	13 574 000 000	0
	722	Droits et frais administratifs				0
		72211	Vente imprimés DGI/DGD	69 000 000	69 000 000	0
		72221	Emission cartes grises/transport	56 465 000	56 465 000	0
		72231	Vente passeports/Visa Interpôle/Touristique	1 062 126 304	1 062 126 304	0
		72251	Droit de chancellerie	13 564 883	13 564 883	0
		72261	Commissions sur transferts	4 025 000 000	4 025 000 000	0
		72271	Permis de coupe de bois TGN	598 000 000	598 000 000	0
		72272	Recettes consulaires	1 725 000 000	1 725 000 000	0
		72274	Autres recettes des régies forestières (DGTCP)	4 200 000	4 200 000	0
		72275	Permis de chasse et de visite (DGTCP)	11 800 000	11 800 000	0
			Total PARAGRAPHE 722	7 565 156 187	7 565 156 187	0
	723	Amendes et condamnations pécuniaires				0
		72311	Amendes et frais de justice	230 000 000	230 000 000	0
		72321	Amendes et pénalités Police	2 530 714 328	2 530 714 328	0
		72331	Amendes et pénalités Gendarmerie	573 199 948	573 199 948	0
		72341	Amendes et saisies forêts et chasse(TGN)	243 684 928	243 684 928	0
		72351	Amendes et pénalités DGI	3 860 000 000	3 860 000 000	0
		72361	Amendes et confiscations en douane	1 070 898 939	1 070 898 939	0
		72381	Amendes et saisies en matière de contrôle des prix-poids-mesure	37 066 408	37 066 408	0
			Total PARAGRAPHE 723	8 545 564 551	8 545 564 551	0

	729	Autres recettes non fiscales				0
		72931	Domaine mobilier(DGI)	186 000 000	186 000 000	0
		72932	Autres recettes diverses DGI		543 000 000	543 000 000
		72991	Produit de l'Organisation du Hadj et Oumara	258 750 000	258 750 000	0
			Total PARAGRAPHE 729	444 750 000	987 750 000	543 000 000
		Total 72	Total ARTICLE 72	30 129 470 738	30 672 470 738	543 000 000
75	RECETTES EXCEPTIONNELLES					0
	759	Autres recettes exceptionnelles				0
		75981	Diverses prestations Pharmacie/Medecine	258 750 000	258 750 000	0
		75982	Diverses prestations Police sanitaire	460 000 000	460 000 000	0
		75983	Diverses prestations M Agri et Elev	237 893 727	237 893 727	0
		75984	Diverses prestations MH/A	11 500 000	11 500 000	0
		75992	Diverses prestations/ MEP/T	69 000 000	69 000 000	0
		75993	Diverses prestations MM/DI	166 367 642	166 367 642	0
		75994	Diverses prestations/ MP/E	287 500 000	287 500 000	0
		75995	Autres recettes diverses(DGI)	543 000 000	0	-543 000 000
		75996	Autres recettes diverses(TGN)	8 050 000 000	44 050 000 000	36 000 000 000
		75997	Diverses prestations M/Energie	5 612 000 000	5 612 000 000	0
		75998	Régie recettes Covid 19	2 678 582 000	2 678 582 000	0
		75999	Diverses prestations MFP/RA	46 000 000	46 000 000	0
			Total PARAGRAPHE 759	18 420 593 369	53 877 593 369	35 457 000 000
			Total ARTICLE 75	18 420 593 369	53 877 593 369	35 457 000 000
77	PRODUITS FINANCIERS					0
	772	Intérêts sur les dépôts à termes				0
		77211	Intérêts créditeurs BCEAO	230 000 000	230 000 000	0
			Total PARAGRAPHE 772	230 000 000	230 000 000	0
		Total 77	Total ARTICLE 77	230 000 000	230 000 000	0
TOTAL RECETTES INTERNES				1 361 856 000 252	1 397 856 000 252	36 000 000 000
TOTAL GENERAL				**2 908 589 919 168**	**3 127 423 258 147**	**218 833 338 979**

Editeur responsable : Secrétariat général du Gouvernement (Messaoud AWESSOU MAMAN HIRO)

LFR1 2022